Zeitschrift: Schweizerische Kirchenzeitung : Fachzeitschrift für Theologie und Seelsorge

Herausgeber: Deutschschweizerische Ordinarienkonferenz

Band: 118 (1950)

Heft: 33

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

SCHWEIZERISCHE
KIRCHEN-ZEITUNG

Redaktion: Mgr. Dr. VIKTOR v. ERNST, Kan., Prof. theol., St. Leodegarstraße 9, Luzern. - Tel. 2 02 87 (abwesend)
Dr. phil. et theol. ALOIS SCHENKER, Prof. theol., Adligenswilerstraße 8, Luzern - Tel. 2 65 93

Verlag und Expedition: Räber & Cie., Buchdruckerei und Buchhandlung, Luzern, Frankenstr. 7—9, Telephon 2 74 22. — Abonnementspreise: bei der Expedition bestellt jährlich 13 Fr., halbjährlich 6 Fr. 70 (Postkonto VII 128). Postabonnemente 50 Rp. Zuschlag. Für das Ausland kommt das Auslandporto hinzu. Einzelnummer 30 Rp. — Erscheint am Donnerstag. — Insertionspreise: Einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum 14 Rp. — Schluß der Inseratenannahme Montag morgens. Jeder Offerte sind zur Weiterleitung 20 Rp. in Marken beizulegen.

Luzern, 17. August 1950 **118. Jahrgang • Nr. 33**

Inhaltsverzeichnis: Die Staatsidee im Lichte des Naturrechtes — Der Katholik im modernen Staat — Die kirchenrechtliche Stellung der Abtei Einsiedeln — Anliegen der liturgischen Erneuerung — Sie rufen nach dem Seelsorger! — Aus der Praxis, für die Praxis — Kirchenchronik — Rezensionen — Totentafel — Priesterexerzitien — Dogmatisierung der Himmelfahrt Mariens

Die Staatsidee im Lichte des Naturrechtes

In Florenz fand anfangs August der 8. internationale Kongreß für Verwaltungswissenschaften statt, an welchem Vertreter von 15 Nationen teilnahmen, unter dem Vorsitz von Dr. O. Leimgruber, Bundeskanzler der schweizerischen Eidgenossenschaft und Präsident des internationalen Institutes für Verwaltungswissenschaften. Die Kongreßteilnehmer machten dem Hl. Vater ihre Aufwartung und wurden im Schweizer Saale von Castel Gandolfo in Audienz empfangen. Der Papst richtete an seine Besucher eine Ansprache, in welcher er wichtige «considérations de principe» entwickelte als Ergänzung der «questions pratiques de l'administration» des Kongresses.

Der Staat hat seine Wurzeln in der Schöpfungsordnung und ist ein Konstitutivelement des Naturrechtes. Nach Anerkennung der Wichtigkeit der Staatsverwaltung kommt der Papst auf eine Hypertrophie des Staates zu sprechen, die abzulehnen ist, was keine Ablehnung jeder Ausdehnung der Staatsmacht, vor allem im sozialen Bereiche besagt. Unerläßlich ist jedoch eine rechte Staatskonzeption zur Regelung und Selbstkontrolle der staatlichen Ausdehnung, die nicht immer in wirtschaftlichen und sozialen Erwägungen gründet und besser der freien privaten Initiative überlassen bliebe.

Diese rechte Staatskonzeption, diese echte Staatsräson fehlt jedoch vielfach. Der Papst umschreibt diese in einem wahren Bijou knapper katholischer naturrechtlicher Staatskonzeption, welche der Einzelpersönlichkeit und der Familie ihre natürlichen Rechte beläßt und wahrt. Im Zeitalter der «Pläne» weist der Papst auf die immanente Gefahr hin, daß bei solchen staatlichen Planungen die reinen Techniker der Organisation das letzte Wort haben, das nicht ihnen gehört, sondern den Magistraten.

Mögen diese Erwägungen, welche in der Demokratie vor allem der Legislative, aber auch der Exekutive gelten, ein günstiges Echo finden auch in helvetischen Landen, in Bund und Kantonen, bei denen, «pour qui le droit naturel... est l'âme de la législation positive qui lui donne sa forme, son sens, sa vie!»

Die Ansprache ist in ihrem französischen Original in Nr. 183 vom Sonntag, dem 6. August 1950, des «Osservatore Romano» erschienen. A. Sch.

A vous, Messieurs, Notre plus chaleureux souhait de bienvenue. Soyez convaincus du très vif intérêt que Nous portons à vos travaux. Il se mesure à l'intérêt même que l'Eglise porte à l'Etat en général. A ses yeux, aucune institution sociale, après la famille, ne s'impose aussi fortement, aussi essentiellement, comme l'Etat. Il a sa racine dans l'ordre de la création et il est lui-même un des éléments constitutifs du droit naturel.

Voilà qui donne à la coopération dans la constitution de l'Etat, dans l'organisation de ses fonctions, une importance de premier plan. Cette coopération signifie certainement un spécial et vaste concours au bien de l'humanité; mieux encore, elle contribue efficacement, si elle est accomplie convenablement et avec bonne intention, à promouvoir l'honneur de Dieu Créateur et ordonnateur de cette humanité. Nous vous félicitons donc des heureux fruits de votre profession. N'est-elle pas un incessant appel à la conscience en vue d'adapter la vie de l'Etat aux conditions continuellement variables du temps, de manière qu'elle puisse réaliser les intentions et les plans de la Sagesse du Créateur?

Combien, dès lors, apparaît nécessaire votre rôle ! A toute époque, on a eu à déplorer, ici et là, des excès de la puissance de l'Etat. Mais, à la nôtre, les cas de cette hypertrophie se succèdent presque sans interruption; avec quelles conséquences, on ne le voit que trop !

Naturellement c'est l'excès que Nous visons ici, car personne ne met en doute la nécessité, pour l'Etat, dans l'enchevêtrement des conditions actuelles surtout sociales, d'élargir son champs d'action, d'intensifier aussi sa puissance. Cela pourrait être sans danger, si la claire connaissance et la juste appréciation de l'importance réelle, du rôle, de la fin de l'Etat avaient progressé à la même allure. L'Etat y eût trouvé comme un régulateur, un contrôle, qui l'eût empêché d'étendre ses pouvoirs, en vertu de considérations tout autres que celles des besoins économiques et sociaux, à des domaines, spécialement culturels, qu'il eût mieux fait de laisser à la libre initiative des citoyens.

Or, qu'est-il arrivé ? Trop souvent cette connaissance, cette appréciation se sont trouvées, au contraire, en raison inverse de l'accroissement des pouvoirs et cela, de la part non seulement de ceux qui, dans l'Etat, ne voient que la source de leurs profits, ou qui souffrent à cause de lui, mais même de la part de ceux qui ont mission de donner à l'Etat sa constitution et sa forme.

Ceux-ci, pourtant, devraient bien vivre dans la juste idée de l'Etat pour s'en inspirer. C'est leur devoir primordial et, pour ainsi dire, leur raison d'être. Quelle est donc la vraie notion de l'Etat, sinon celle d'un organisme moral fondé sur l'ordre moral du monde ? Il n'est pas une omnipotence oppressive de toute légitime autonomie. Sa fonction, sa magnifique fonction, est plutôt de favoriser, aider, promouvoir l'intime coalition, l'active coopération dans le sens d'une unité plus haute de membres qui, tout en respectant leur subordination à la fin de l'Etat, pourvoient de la meilleure façon au bien de toute la communauté, précisément en tant qu'ils conservent et développent leur caractère particulier et naturel. Ni l'individu, ni la famille ne doit être absorbé par l'Etat. Chacun garde et doit garder sa liberté de mouvement dans la mesure où elle ne risque pas

de porter préjudice au bien commun. En outre, il y a certains droits et libertés des individus — de chaque individu — ou de la famille, que l'Etat doit toujours protéger et qu'il ne peut violer ou sacrifier à un prétendu bien commun. Nous visons, pour ne citer que quelques exemples, le droit à l'honneur et à la bonne réputation, le droit et la liberté de vénérer le vrai Dieu, le droit originaire des parents sur les enfants et sur leur éducation. Le fait que quelques Constitutions récentes ont adopté cette pensée est d'un heureux augure que Nous saluons avec joie, comme l'aurore d'un renouveau dans le respect des vrais droits de l'homme, tels qu'ils ont été voulus et établis par Dieu.

L'époque présente assiste à une luxuriante floraison de «plans» et d'«unifications». Nous reconnaissons volontiers que, dans de justes limites, ils peuvent être désirables et même requis par les circonstances et, encore une fois, ce que Nous rejetons, ce n'est que l'excès d'une mainmise de l'Etat. Mais qui ne voit, dans ces conditions, le dommage qui résulterait du fait que le dernier mot dans les affaires de l'Etat serait réservé aux purs techniciens de l'organisation ? Non, le dernier mot appartient à ceux qui voient dans l'Etat une entité vivante, une émanation normale de la nature humaine, à ceux qui administrent, au nom de l'Etat, non pas immédiatement l'homme, mais les affaires du pays, en sorte que les individus ne viennent jamais, ni dans leur vie privée ni dans leur vie sociale, à se trouver étouffés sous le poids de l'administration de l'Etat. Le dernier mot appartient à ceux, pour qui le droit naturel est autre chose qu'une règle purement négative, qu'une frontière fermée aux empiétements de la législation positive, qu'un simple ajustement technique aux circonstances contingentes, mais qui révèrent en lui l'âme de cette législation positive, âme qui lui donne sa forme, son sens, sa vie. Puisse donc le dernier mot, le mot décisif, dans l'administration de la chose publique, être l'apanage de tels hommes.

Plus encore que l'énergie laborieuse, ce qu'il leur faut c'est l'expérience, c'est la fidélité à maintenir l'exacte notion, à promouvoir la vraie fin de l'Etat, c'est l'initiative et la persévérance, l'objectivité et le sens courageux de la responsabilité.

Vous avez, illustres représentants de vos nations respectives, traité dans votre Congrès surtout les questions pratiques de l'administration. Nous avons voulu y joindre de Notre côté quelques considérations de principe. Vous tiendrez, Nous en sommes certain, à faire passer ces principes dans la vie et dans le fonctionnement de l'administration publique.

De grand cœur, Messieurs, Nous vous confions vous-mêmes et votre tâche professionnelle à la Providence et à la grâce du Tout-Puissant, appelant sur vous, sur vos familles, sur tous ceux qui vous sont chers, sa divine et paternelle Bénédiction.

Der Katholik im modernen Staat

An Herrn Dr. Carl Doka, Redaktor der «Neuen Zürcher Nachrichten»

Herr Redaktor! *

Der Artikel «Moderner Staat und Toleranzproblem» in der «Schweizerischen Kirchenzeitung» vom 13. Juli 1950 hat Ihr besonderes Mißfallen erregt und Sie veranlaßt, sich in den von Ihnen mitredigierten «Neuen Zürcher Nachrichten» zum Worte zu melden.

Ich könnte mich wegen dieses besonderen Mißfallens trösten, wenn ich einen Trost nötig hätte wegen der Liebenswürdigkeiten, mit denen Sie Ihre Anklage und Angriffe zu garnieren belieben. Ich gedenke mich aber mit Ihnen nicht über Fragen journalistischer Stilistik zu unterhalten. Der Journalismus, auch in der Kirchenzeitung, erzieht nicht zu Wehleidigkeit und da Sie selber eine spritzige Feder führen, über die man sich freuen kann, erwarte ich kollegiales Verständnis dafür, daß die Kirchenzeitung nicht auf dem Erbauungsniveau von «Emanuel-Glöcklein» oder «Notburga-Röslein» geführt werden kann. Langeweile ist eine stilistische Todsünde und einer gewissen «erbaulichen» Literatur hat ein Kollege, Moralprofessor Richard Egenter in München, den Platz im Bereiche des Kitsches angewiesen (siehe «Vaterland» Nr. 180, Kulturbeilage, 4. August 1950).

Es tut mir leid, wenn Ihre Ferienruhe unter einer rauschenden Bündner Tanne gestört worden sein sollte durch die exhortatio in der Kirchenzeitung und Sie deswegen an die Esse zurückkehren mußten. Es eilte nämlich keineswegs, denn trotzdem es sich beim «Modernen Staat und Toleranzproblem» um einen Glaube und Kirche an sich zu tiefst berührenden Gegenstand handelt, war das in der Zuspitzung auf Spanien oder die zivile Toleranz keineswegs so, daß es sich um einen für die Schweiz aktuellen oder grundsätzlich umstrittenen Gegenstand gehandelt hätte, der den Schweizer Katholiken auf den Fingernägeln brennt. In dieser Zuspitzung kann man höchstens von einer Pseudoaktualität sprechen, von einer gekünstelten Aktualität, hervorgerufen durch die Vortragsveranstaltung und deren Weiterungen.

Sie sehen eine «leider unmißverständliche Spitze» in der Wendung «ein gewisser Teil der Zürcher Kirche». Darin liegt einfach eine saubere, sachliche, notwendige Klarstellung und Feststellung. Da Sie als Laientheologe in einem, wie Sie selber schreiben, Glaube und Kirche zutiefst berührenden Gegenstand auf Gewährsmänner angewiesen sind sowohl was die theologische wie die kirchenpolitische Seite der Frage angeht, so ist es doch wohl am Platz, nach diesen Gewährsmännern zu fragen. Bessere Belehrung vorbehalten, glaube ich nicht, daß Sie die ganze Zürcher Kirche oder gar das Churer Ordinariat für die kontradiktorische Veranstaltung und die von Ihnen vorgetragenen Auffassungen namhaft machen können, sondern wirklich nur «einen gewissen Teil der Zürcher Kirche», den ich zu kennen glaube, aber nicht zu nennen brauche.

Von Männern, die den zweifachen Doktor der Theologie und der Philosophie führen, aber auch von liebenswerten, braven, frommen, für unsere Kirche an der vordersten Front kämpfenden Laien hörten Sie, Schweigen wäre des Schadens wegen das falsche Rezept. Nun geht es nicht um akademische Titel und wirklich nicht um die Person, sondern um die Sache, wo der Grundsatz gilt: Tantum valet auctoritas, quantum probat argumentum. So ein klein wenig gehört auch die Kirchenzeitung zur vordersten Front, welche für unsere Kirche kämpft, nicht nur Ihre liebenswerten, braven, frommen Laien. Sie können überzeugt sein, daß die Kirchenzeitung der Kirche nicht bewußt Schaden zufügen will. Aber es kann nicht jeder Widerspruch vermieden werden um des Friedens willen. Es geht nicht um jeden Frieden um jeden Preis. So würde mir z. B. die Preisgabe der dogmatischen Intoleranz ein zu hoher Preis für die zivile Toleranz sein. Damit kämen wir zu einem Hauptpunkte unserer Differenzen.

Die Kirchenzeitung hatte geschrieben: «Die grundsätzlichen Differenzen zwischen liberalem Staat und der Tagung sind jedenfalls nicht mehr so bedeutend gewesen, wie es nach dem Syllabus der Fall sein müßte.» Das ist nicht nur eine «Anklage, Behauptung und erstaunlicher Schluß», sondern eine Tatsache, welche jedermann nachprüfen kann durch den Vergleich Ihrer These mit den Thesen des Syllabus. Daran ändern die von Ihnen angeführten Zitate aus

* Antwort auf Ihren offenen Brief in der «Christlichen Kultur», 28. 7. 1950.

Ihrem Referate nichts, denn diese Zitate kritisieren nur mit Recht die dogmatische Toleranz des liberalen Staates. Darüber sind wir uns einig. Unsere Differenz betrifft die zivile Toleranz. Die Äußerungen des Syllabus über die zivile Toleranz scheinen mir als prinzipielle These ein Stück der dogmatischen Intoleranz zu sein, von welcher wir nicht abgehen können. Sonderbarerweise scheint das der b-i Mitarbeiter der «Neuen Zürcher Zeitung» besser als Sie verstanden zu haben, wenn er in seinen interessanten «Klarstellungen» (Nr. 1631, Sonntag, den 6. August 1950) schreibt: «Das faktische Verhalten der römischen Kirche, das sich durch kluges Maßhalten und Zugeständnisse selbst gegenüber autoritär regierten Staaten auszeichnet, ist nicht mit einer Veränderung der grundsätzlichen Positionen zu verwechseln.» In der Tat ändern sich die grundsätzlichen Positionen der römischen Kirche nicht. Freilich bleibt dann b-i nicht logisch und konsequent, wenn er den Wunsch ausdrückt: «... daß die Kurie und ihre geistlichen Wortführer die von ihnen zu einer unbestrittenen Höhe entwikkelte Kunst der lebendigen Anpassung an die Verhältnisse auch durch eine deutliche Abkehr von praktisch überholten Postulaten an den Tag legen.» Postulate grundsätzlicher Provenienz sind nie überholt, und irreformabel; praktische Anpassung ist nicht identisch mit Abkehr von grundsätzlichen Postulaten.

Somit fällt es mir nicht ein, zu bestreiten, daß die Kirche auf Verständigung ausgegangen ist, etwa in ihren Konkordaten. Das hat mit Revision der grundsätzlichen Position, um die es doch bei unserer Fragestellung geht, nichts zu tun. Jedenfalls werden Sie kein Konkordat namhaft machen können, wo die Kirche grundsätzlich die zivile Toleranz in einem katholischen Staate so verstanden und geregelt hätte, wie sie Ihre These vertritt.

Es ging in der Auseinandersetzung nicht um das hierzulande entscheidende Problem der zivilen Toleranz, was Sie zu übersehen belieben. Es ging um die zivile Toleranz in Spanien, in einem ganz katholischen Lande. Nach Ihrer Auffassung ist offenbar die zivile Toleranz ein unteilbares Ganzes, das in jedem Staate, ganz gleich, wie sich dessen Bevölkerung zusammensetzt, in gleicher Weise durchzuführen ist. Ich erlaube mir vorläufig noch, eine Differenzierung der zivilen Toleranz zu vertreten.

Herr Redaktor, nicht ich, sondern der Syllabus selber ist es (was Sie feststellen können, wenn Ihnen dessen 79. Satz präsent sein sollte), welcher der schrankenlosen zivilen Toleranz die von Ihnen beanstandeten Folgen beimißt. Sie müssen sich also an eine andere Adresse wenden. Ich lasse mir nicht unterschieben, jede zivile Toleranz sei mir ein Greuel.

Weswegen ist das Problem der zivilen Toleranz in der Schweiz nur ein künstliches Problem? Weil das Nebeneinander der Konfessionen in der Schweiz verfassungsrechtlich und gesetzlich geregelt ist und sein muß. Ein paritätischer Staat räumt den Konfessionen um des eigenen staatlichen Wohles wegen ihre Rechte ein. Paritätischer Staat und katholischer Staat sind aber zwei verschiedene Dinge und was im paritätischen Staate selbstverständlich ist, ist das nicht ohne weiteres im katholischen Staate. Oder glauben Sie, daß Ihre These im ehemaligen Kirchenstaate Gültigkeit hatte oder etwa im heutigen Vatikanstaate vertreten werden könnte? Am heutigen status quo in der Schweiz gedenkt kein Mensch zu rütteln und es macht nicht den Anschein, daß die Schweiz in den nächsten hundert Jahren zahlenmäßig katholisch würde, so daß sich eine Änderung des Toleranzstatuts aufdrängen würde. Nirgendwo habe ich die Auffassung vertreten, wo die Katholiken in der Mehrheit seien, könne oder solle der konfessionellen Minderheit ihre Kultusfreiheit genommen werden. Wohl aber braucht sich ein fast zu 100 Prozent katholisches Land wie Spanien nicht «evangelisieren» zu lassen. Die spanischen Protestanten haben nicht nur die Toleranz der Gewissensfreiheit, sondern auch der Kultusfreiheit, bloß ist ihnen deren propagandistische Auswertung zur «Evangelisierung» Spaniens verwehrt. Das ist das Wesen der Protestantenfrage in Spanien. Wollen Sie bitte die Madrider katholische Zeitschrift «Ecclesia», das offizielle Organ der Katholischen Aktion Spaniens, daraufhin konsultieren. Das «Vaterland» (10. Aug. 1950, S. 2) schreibt: «General Franco habe in seiner Antwort auf die Forderung der spanischen Protestanten nach Gleichberechtigung mit der katholischen Religion im politischen und öffentlichen Leben erneut den Unterschied zwischen der Freiheit des Kultus und der «Freiheit», Spanien mit vom Auslande bezahlter protestantischer Propaganda zu überschwemmen, klar gemacht. Die Protestanten könnten in Spanien in Frieden und ohne Belästigung ihren Kult und ihre Zusammenkünfte abhalten.» Nun dürfte die «Ecclesia» und die Katholische Aktion Spaniens, hinter denen doch wohl die spanische Hierarchie steht, nicht mit Franco identifiziert werden und Sie flicken mit Ihrer These von der zivilen Toleranz nicht nur Franco, sondern der Katholischen Aktion und damit der spanischen Kirche selber am Zeug. Da ist es gutes Recht der Kirchenzeitung, Spanien in Schutz zu nehmen. Sie stellen die Frage, ob Spanien ein katholischer Staat sei? Die Frage ist nicht ganz einfach zu beantworten. Der Bevölkerung nach ist Spanien ein katholischer Staat und ich glaube, daß Franco bestrebt ist, Land und Volk in Rücksicht auf den katholischen Charakter zu regieren. Er ist auch schon in Gegensatz zur Hierarchie geraten, was beweist, daß er nicht in allem katholisch regiert. Sicherlich widerspricht aber seine Haltung in der Frage der zivilen Toleranz der katholischen Auffassung nicht.

Es ist vollständig überflüssig, daß Sie den Eisernen Vorhang bemühen. Hinter dem Eisernen Vorhang ist Glaubens- und Kirchenverfolgung, wo keinerlei zivile Toleranz herrscht. Der Liberalismus, der sich so viel zugutetut auf die Toleranz, hat seinerzeit im Kulturkampf auch in eidgenössischen Landen diese Glaubens- und Kirchenverfolgung betrieben zugunsten des Altkatholizismus. Wo es in der Schweiz Toleranzprobleme gibt, sind es nicht solche von Katholiken gegen Protestanten, sondern von Liberalen und Protestanten gegen Katholiken.

Es ist Ihnen schwer vorstellbar, wie sich die in der Kirchenzeitung vertretene These der zivilen Toleranz mit der Instructio vom 20. Dezember 1949 vertrage, in der zur Zusammenarbeit von Katholiken und Nichtkatholiken aufgerufen wird. Sehr gut ist das sogar möglich. Das werden Sie begreifen nach der Differenzierung der zivilen Toleranz und der unbedingten Festhaltung am status quo in der Schweiz punkto verfassungsrechtlich garantierter Glaubens-, Gewissens- und Kultusfreiheit. Die Kirchenzeitung hat in Kommentierung der Rede von Bundesrat Etter am letztjährigen Schweizerischen Katholikentag, welche der interkonfessionellen Zusammenarbeit für die Verteidigung der christlichen Grundlagen des wirtschaftlichen, sozialen, geistigen und politischen Lebens gerufen hatte, geschrieben: «La main tendue! Mit der Bereitschaft unsererseits ist es nicht getan, wenn ihr keine Bereitschaft auf der anderen Seite entspricht usw.» (KZ. 1949, S. 506). Von höchstgestellter geistlicher Seite ist bezüglich dieser Bereitschaft zu interkonfessioneller Zusammenarbeit auf der anderen Seite eine sehr skeptische und resignierte Äußerung gefallen.

Grund zu Beklemmungen wegen der bezüglich der zivilen Toleranz in der Kirchenzeitung vertretenen Haltung ist keiner gegeben. Wenigstens verraten die schon zitierten «Klarstellungen» der «Neuen Zürcher Zeitung» diesbezüglich keine Beklemmungen, und wenn der Liberalismus und Protestantismus keine hat, ist nicht einzusehen, warum wir sie haben sollten; wir brauchen doch nicht liberaler als der Liberalismus, und protestantischer als der Protestantismus zu sein? Der entscheidende Punkt, bei dem ich mich allein behaften lasse, ist der Syllabus und das Problem der zivilen Toleranz in Spanien. Über den Syllabus haben Sie sich (wohlweislich?) ausgeschwiegen. Gewiß ist die Interpretation des Syllabus nicht Ihre Sache, aber deswegen kann man nicht über ihn zur Tagesordnung übergehen. Um ein pathetisches Wort ganz unpathetisch zu wiederholen, möchte ich bezüglich des Syllabus und seiner Auffassung der zivilen Toleranz sagen: «Hier stehe ich; helf' mir Gott, ich kann nicht anders!»

Wollen Sie beachten, daß die Kirchenzeitung die Diskussion nicht angefangen, sondern aufgenommen hat. Die «Civitas» stellte das Problem für den Schweizerischen katholischen Studentenverein, und die Zürchertagung für die Renaissance zur Diskussion. Sie sind doch wohl auch der Meinung, daß angesichts dieser Ansprache an die Großzahl der schweizerischen katholischen Akademikerschaft eine Beteiligung an der Diskussion gerechtfertigt war? Für eine Einheit und Geschlossenheit der katholischen Front ist die Kirchenzeitung immer zu haben. A. Sch.

Die kirchenrechtliche Stellung der Abtei Einsiedeln

Nicht nur im Volke, sondern auch im Klerus bestehen noch immer Zweifel und schiefe Auffassungen über die kirchenrechtliche Stellung des Abtes bzw. der Abtei Einsiedeln. Sie haben z. T. ihren Grund in der Tatsache, daß seit einigen Jahren der Abt von Einsiedeln das gemeinsame Bettagsmandat der schweizerischen Bischöfe mitunterzeichnet, wobei aber vor seinem Namen das bei Bischöfen übliche Kreuz zumeist weggelassen wurde.

Papst Pius X. hatte am 8. November 1905 die Abtei Einsiedeln unter Abt Thomas Bossart zur abbatia nullius erhoben und sie daher — unter vorgehender Zustimmung des ungemein edlen und grundgütigen Bischofs Johannes Fidelis Battaglia von Chur — aus der Diözese Chur ausgeschieden und — soweit die Klostermauern reichen — zur eigenen Diözese erhoben. Da ihr aber keine Pfarrei inkorporiert ist, kam sie von Anfang an als abbatia nullius in Betracht, die (Can. 319 § 2) nicht unter die allgemeinen Bestimmungen des Kirchenrechtes über die abbatiae nullius fällt, sondern singulari iure regitur. Dieser Zustand bot Veranlassung zu mannigfacher Rechtsunsicherheit. Daher wandte man sich an Papst Pius XII., der mit Bulle vom 13. Dezember 1947 (AAS. 1948, S. 142 f.) die abbatia nullius Einsiedeln unter das allgemeine Recht stellt, wenn ihr auch nicht die ordnungsgemäß dazu erforderten drei Pfarreien inkorporiert sind.

Somit ist die Abtei Einsiedeln, soweit ihre heutigen Klostermauern reichen, von der Diözese Chur, zu der sie früher gehörte und von der sie umschlossen ist, völlig exempt und bildet eine eigene Diözese mit allen Rechten und Pflichten einer solchen. Sie steht unter der ordentlichen Jurisdiktionsgewalt des Abtes von Einsiedeln, dem Name und Würde eines episcopus zukommen, auch wenn er die Bischofsweihe nicht empfangen hat (Can. 215 § 2). Er ist im eigentlichen Sinne des Wortes ordinarius loci, der die ordentliche bischöfliche Jurisdiktionsgewalt über seine Diözese besitzt. Er ist rechtlich dem Abt-Bischof von St-Maurice gleichgestellt, mit der Ausnahme, daß dieser auch die Bischofsweihe und den Titel eines Titular-Bischofs von Bethlehem innehat. Maßgebend für die kirchenrechtliche Stellung der Abtei und des Abtes von Einsiedeln sind die Normen des CJC. Can. 319—328. Demnach ist der abbas ordinarius von Einsiedeln auch den schweizerischen Bischöfen gleichgestellt laut Can. 323 § 1: «Abbas vel Praelatus nullius easdem potestates ordinarias easdemque obligationes cum iisdem sanctionibus habet, quae competunt Episcopis residentialibus in propria dioecesi.» Daher kann er auch — wenn ihm das nicht schon vorher zugekommen wäre — Kirchen und unbewegliche Altäre konsekrieren (Can. 325 § 2) sowie die übrigen dem Bischof vorbehaltenen Segnungen vornehmen (Can. 294 § 2, Pektorale, Ring und violetten Pileolus tragen und die Pontifikalien mit Thron und Baldachin gebrauchen, «licet charactere episcopali careat» (Can. 325). Er hat auch das Recht, an einem allgemeinen wie an Provinzialkonzilien cum suffragio deliberativo teilzunehmen (Can. 282 § 1), aber auch an den Bischofskonferenzen (Can. 292), wo gemeinsam beraten wird, «quaenam in dioecesibus agenda sint, ut bonum religionis promoveatur». Dieses letztgenannte Recht ist also dem Abte von Einsiedeln nicht, wie jüngst gesagt wurde, von den schweizerischen Bischöfen übertragen worden, weil sie es für gut fanden, auch den Herrn des Hauses einzuladen, bei dem sie zu tagen pflegen. Es ist ihm vielmehr durch das allgemeine Recht gegeben und zudem durch ausdrücklichen Wunsch des Stellvertreters des Heiligen Vaters in der Schweiz übertragen worden. Der Abt von Einsiedeln hat deshalb ganz selbstverständlich auch das Recht, die gemeinsamen bischöflichen Hirtenschreiben mitzuunterzeichnen. Er gehört in den Kreis der schweizerischen Bischöfe so gut wie der Abt-Bischof von St-Maurice, der von altersher zu den Bischofskonferenzen berufen wird, nicht weil er Titularbischof von Bethlehem, sondern weil er abbas nullius der Abtei St-Maurice ist — während anderseits z. B. Bischof Hilarin Felder nicht eingeladen wird, obwohl er die Bischofsweihe, nicht aber die Jurisdiktion eines ordinarius loci besitzt. Es ist auch nicht ersichtlich, weshalb das Kreuz vor seinem Namen weggelassen werden sollte, das rechtlich ein jeder Abt, erst recht als ordinarius loci gebraucht, auch wenn er die Bischofsweihe nicht empfangen hat.

Der Sinn dieser Erhebung der Abtei Einsiedeln durch den Papst war durchaus nicht, irgendeinem Bischof in seiner Würde und Jurisdiktionsgewalt Eintrag zu tun, sondern die Bedeutung der altehrwürdigen Abtei zu unterstreichen, die in mannigfacher Beziehung ein Zentrum des religiösen Lebens in der katholischen Schweiz darstellt und als Wallfahrtsort ein ausnehmender Ausstrahlungsherd religiös-sittlicher Energien auf das Leben des gläubigen Volkes ist. Die heilige Kirche pflegte von altersher solche Stätten ihrer wirklichen Bedeutung entsprechend mit besonderen Privilegien auszuzeichnen, um ihnen eine unbeschränktere Bewegungsfreiheit zum Segen weitester Kreise zu verleihen. Sie sieht sich auch heute nicht veranlaßt, die ihnen verliehene Machtfülle einzuschränken, wo sie eine Quelle reicheren Segens auftun und fördern kann. P. O. Sch.

Anliegen der liturgischen Erneuerung

Ich gestehe, daß ich den Bericht über den liturgischen Kongreß Deutschlands vom 20.—22. Juni 1950 in Frankfurt (KZ. Nr. 27/28) mit einem außerordentlichen Interesse las. Bei aller subjektiven Färbung, die unvermeidlich und eigentlich die Würze einer solchen Rechenschaft ist, hat er uns einen sachlichen Überblick über eine Seelsorgetagung gegeben, die durch eine ungewöhnlich starke Beteiligung und vor allem durch die beispielhaften Gottesdienste den Charakter einer eigentlichen Demonstration angenommen hat. Gemessen mit dem, was wir aus dem badischen Grenzgebiet etwa kennen, bedeutet das Ergebnis eine Überraschung!

Humorvoll und zurückhaltend wurden die auch von Red. A. Sch. glossierten Eindrücke von der Fühlungnahme mit den deutschen Amtsbrüdern angetönt. Ich weiß nun zwar nicht, welcher Art unsere «kleinen Sorgen» sind, welche bei den deutschen Klerikern ein «leises und, manchmal will es scheinen, mitleidiges Lächeln» auslösten. Wir dürfen gewiß annehmen, daß der Berichterstatter trotz vielschichtiger Sekretariats- und Organisationsarbeit im starken Kontakt mit dem einheimischen Seelsorgeklerus bleibend, sich zum Sprecher unserer vordringlichsten Anliegen machte.

Die Feststellung, daß «bei uns die liturgische Arbeit eher an Schwungkraft und Lebendigkeit eingebüßt hat», entbehrt nicht der Richtigkeit. Es sind auch heute keine kleinen Sorgen, welche die Seelsorger bedrängen, die einig sind, daß «wir mit neuen Anstrengungen auf die sorgfältige und volksnahe Pflege der liturgischen Gottesdienste am Tag des Herrn Gewicht legen müssen».

Sicher darf der einzelne Pfarrseelsorger mit der liturgischen Erziehung des Volkes nicht zuwarten, bis von der kirchlichen Hierarchie alle momentanen Hindernisse aus dem Wege geräumt sind. — Kitschige Gotteshäuser sind wohl ungünstiger Umraum für liturgische Konzentration und Sauberkeit, aber sie entbinden nicht von der Sorge, dem Volk das Wesentliche der Liturgie im stilgerechten Vollzug zu verdeutlichen. Die lateinische Kirchensprache ist für das große Volk unverständlich, aber wir wollen nicht aufhören, das Volk auch unter erschwerten Umständen zum Text des Missale zu führen. Die Zufriedenheit mit dem status quo bei Chor und Organist kann uns die lebendige Teilnahme des Volkes beim Hochamt nicht als endgültig gescheitert entgleiten lassen. Die Rigorosität in den kirchlichen Vorschriften über das jejunium eucharisticum entbindet uns vorderhand nicht von der Pflicht, die Gläubigen zur öftern Kommunion zu ermuntern, so daß auch der Spätgottesdienst nicht ohne eucharistische Vereinigung mit Christus sei.

Aber es ist doch zu beachten, daß gerade denen, die ihre besten Kräfte für die liturgische Erneuerung opfern (meipso secluso!), so viele Anstrengungen leerlaufen. Weil der Hindernisse wohl immer waren, aber diese noch nie so groß und bewußt wurden wie heute.

Viele unter uns werden vollends entmutigt (und mißmutig?), wenn es sich herausstellen sollte, daß unsere «großen Sorgen» eigentlich klein und ihnen beizukommen wäre.

Muß es die Pfarrseelsorger (die Einspänner ganz besonders!) nicht unablässig bedrängen, daß einerseits von Volk und Pastoral die Forderung erhoben wird: Nicht zu lange Gottesdienste, keine Sonntagsmesse ohne Ansprache, daß andererseits aber viele Vorlesungen aus dem Verkündigungsgottesdienst lateinisch sind und mit Mühe höchstens die Übersetzung des Evangeliums oder der Epistel «untergebracht» wird? Ist es eine überflüssige Sorge für den Feldprediger, wenn er vor einem unbekannten Detachement (ohne Vorleser) die Mannschaft in der Stille vor einen Altar zu bannen hat, an dem lateinische Verkündigungen und Akklamationen auch nicht den geringsten Kontakt aufkommen lassen, wie er von der Kirche gewünscht und den circumstantes liturgisch verlangt wäre? Vielleicht nicht in den großen Kathedralen der Bischofsstädte, weil dort im Pontifikalamt wahrscheinlich das Volk nicht kommuniziert, aber in manchen Diasporakirchen kommt der Seelsorger in Gewissenskonflikte zwischen dem jejunium eucharisticum und den tatsächlichen Lebensbedingungen so vieler, die nach dem eucharistischen Brote hungern. Quid faciendum? Soll ich, um ein einziges Beispiel zu nennen, dem jungen Bauernsohn, welcher sein Praktikum in einem protestantischen Dorf absolviert und seit 5 Uhr morgens auf den Beinen ist, die hl. Kommunion bei der hl. Messe, die 11.15 Uhr in einer Außenstation stattfindet, verweigern, weil er nicht seit Mitternacht nüchtern ist, und soll ich ihn auf die Rückkehr in die katholischen Stammlande vertrösten?

Es ist nicht zu übersehen, daß die Verschiedenheit der diözesanen Praxis zwischen In- und Ausland (bezüglich des Jej. euchar. bei Binationsmessen sogar im Inland!) nicht ohne Einfluß auf die «Epikie» unserer Seelsorger blieb. Aber der Seelsorgsklerus will primär gar nicht eine gewisse weitmaschige Auslegung der Kirchengesetze, sondern nur Kirchengesetze, die mit der heutigen Wirklichkeit rechnen. Er weiß, daß das «sentire cum ecclesia» gerade in unsern Tagen allerhärtesten Proben ausgesetzt werden könnte. Klerus und Oberhirten müssen sich bis ins letzte eins wissen, wenn unser Stand gegen jene Verwirrungen gefeit bleiben soll, die nicht so weitab unserer Ostgrenze drohen.

In diesem Sinne konnte auch der Entscheid der Enzyklika «Mediator Dei» nicht anders ausfallen: «Neuerungen» können sinnvoll sein, aber sie dürfen nicht ohne Gutheißung der kirchlichen Obrigkeit geschehen. Interpretiere ich falsch, wenn ich aus diesem Passus nicht nur das Negative heraushöre, sondern ebenso die positive Forderung an die Bischöfe der ganzen Welt, die Anliegen der liturgischen Seelsorge wachsam aufzufangen und im Einvernehmen mit dem Hl. Stuhl ihr die Wege zu ebnen?

Vielleicht wird die Geschichte einmal doch milder urteilen können, als unsere geplagten deutschen Mitbrüder (der erratische Block ist also noch nicht verwittert!). Unser Friede braucht nicht unbedingt ruhiger Stillstand gewesen zu sein. In aller Stille hat sich in der Schweiz ein neuer Kirchenbaustil herausgearbeitet, der gottlob durch Zeitennot nicht gezwungen wurde, über alle Stilfragen hinwegzugehen, dem wir vor allem nachrühmen dürfen, daß er liturgische Forderungen wieder wesentlich sieht. Möge er die wohlwollende Beachtung der kirchlichen Obrigkeit nicht erst auf dem Umweg über deutsche Adoption finden!

Muß in den Belangen der Volkssprache und des jejunium eucharisticum, um nur einige liturgische Sorgen zu nennen, etwa die Germania docens als Sorgenbrecher vorangehen? Soll eine kommende schweizerische Priestergeneration über unsere heutigen großen «kleinen Sorgen» lächeln, weil sie dank der deutschen Bischöfe vielleicht nicht mehr existieren werden? Wir haben nachträglich durch den unverzüglichen Kommentar von Kan. Dr. G. Staffelbach aus dem «Rheinischen Merkur» die Zusammenfassung der diesbezüglichen Kongreßwünsche durch Generalvikar Meurers vernommen.

Wenn der hl. Thomas von Aquin den Grundsatz aufstellt: «Quanto aliquid magis appropinquat principio in quolibet genere, tanto magis participat effectum illius principii», so habe ich die leise Hoffnung, daß es vielleicht gelingen möge, dem Gehör zu verschaffen, was in ungezählten regionalen und lokalen Priesterkonferenzen immer wieder Anliegen war. Oder ist das Pressecommuniqué der diesjährigen Bischofskonferenz gerade in dieser Hinsicht noch unvollständig?

Wenn ich schon daran bin, Wünsche zu äußern: Schon längst zeigt sich in Volksandachten, Anbetungsstunden usw. das Bedürfnis nach einem wohlfeilen, handlichen, deutschen Psalterium. Vor mir liegt das broschierte Bändchen «Die Psalmen» (Zwingli-Verlag, Zürich, Preis 30 Rp.). Es enthält das gesamte Psalterium in einer Übersetzung, welche sich fast gänzlich mit unserm neuen liturgischen lateinischen Gebrauchstext deckt.

Wenn eine ähnlich wohlfeile Ausgabe von unserer Seite nicht möglich ist, sollten wir kleinliche Prestigefragen auf die Seite stellen und eine kirchliche Billigung dieses Textes oder eine auch von den hochwürdigsten schweizerischen Bischöfen subventionierte Gemeinschaftsausgabe erwirken. Das wäre gewiß einmal eine praktische Tat christlicher Ökumene, nachdem der ökumenischen Konventikel wohl genug sind.

Herm. Reinle, Pfr., Brugg

Sie rufen nach dem Seelsorger!

Eine glückliche, aber verantwortungsschwere Situation ist das, was wir Krankenseelsorger täglich vorfinden! Wir haben kein Büro und keine Sprechstunde, wir brauchen keine Kartei zu führen und keine Beiträge einzusammeln, selten mal will jemand von uns eine Unterschrift, die außerkirchlichen Veranstaltungen fallen meist weg, es ist sehr wenig Schriftverkehr mit dem Ordinariat oder mit andern Ämtern, und nicht einmal die Frage nach dem Ertrag des sonntäglichen Klingelbeutels beunruhigt uns, weil wir eben keinen herumgehen lassen können. Dafür sind mir in meinem Spital jährlich 25 000 Menschen aufgegeben, die mitten aus dem Großstadtleben hereingespült werden; ungefähr die Hälfte von ihnen erwartet, daß ich ihnen nun Seelsorger, und nur Seelsorger, sei — und die andere Hälfte, die das nicht erwartet, braucht es meist um so mehr. Menschen verschiedenster Einstellung und Herkunft, in denen sich auch widerspiegelt, wie sie zur Seelsorge im allgemeinen und zu ihrem Pfarrer im besondern stehen.

Dabei fällt mir folgende Entwicklung auf: Wenn ich die Leute früher, vor dem Krieg, nach ihrer Pfarre fragte, antworteten sie meist mit einem persönlichen Hinweis: «Ich bin beim Pfarrer N. N...» Auch wenn es sich nicht gerade um markante, altvertraute oder originelle Pfarrer-Persönlichkeiten handelte, wurden doch meist Namen genannt, und man war enttäuscht, wenn ich den betreffenden Herrn nicht auch näher kannte. Jetzt ist diese Namennennung viel seltener geworden, und oft muß ich den Leuten sagen, wie ihr Pfarrer heißt; alles ist unpersönlicher geworden, und man weiß eher die Kirche zu bezeichnen, die man aufsucht, oder begnügt sich mehr und mehr mit der Angabe des Ortes, aus dem man kommt.

Klerikalismus und Antiklerikalismus haben ihre Struktur bedeutsam gewechselt. Beide sind in die Gefahr der Kollektivität und Anonymität geraten. An die Stelle der — bekanntlich recht akzentuierten — Popularität bzw. Abneigung ist die graue Fremdheit getreten. Weite Kreise, insbesondere die 15- bis 35jährigen, haben weder Liebe noch Haß zum Klerus. Tritt der Geistliche im Spital auf sie zu, so blickt ihm immer wieder ein Gesicht entgegen voll unendlicher Entfremdung, meist ohne Erwartung, oft sogar ohne Neugierde, sehr selten mit einer Frage, und häufig gilt es, die Menschen von weit weg hereinzuholen in ein wesentliches Gespräch. «Wenn Sie was Neues über Korea wissen», sagte dieser Tage ein Patient zu mir, «wird mich das sehr interessieren; ein religiöses Gespräch aber wünsche ich nicht zu führen.» «Was haben wir zwei» — entgegnete ich ihm — «an Einfluß oder Verantwortung bezüglich Korea? Sie wissen, daß Sie krank sind!» Und er antwortete: «Ja — ich bin ein Sterbender, meiner Tage sind nur mehr wenige. Aber ich wüßte nicht, was ich Ihnen zum Religiösen zu sagen hätte.» Selbst die «praktizierenden» Katholiken schalten vielfach formale und juristische Kategorien ein: «Herr Pfarrer, ich bin ohnehin gut katholisch; meine Kirchensteuer zahle ich, und die Osterpflicht habe ich erfüllt, wie es sich für einen Christen gehört!» Fast spürt man hinter dieser Feststellung die abweisende Besorgnis, nun im Spital besonders persönlich — religiös angesprochen und bemüht zu werden.

Wir sollten diese Entpersönlichung nicht unterschätzen! Viele Jüngere haben in ihrer Schulzeit ohnehin keine feste Vorstellungen vom Priestertum empfangen. Man weiß nichts Rechtes von uns, man kennt uns nicht, man bezweifelt unsere Lebensberechtigung. Nicht einmal der Weg über die Kinder führt uns heute zu den Herzen der mittleren Generation — viele Jungehen haben keine Kinder; und viele Kinder haben im Religionsunterricht keinen Priester. Bei den Erwachsenen aber wirkt sich nun doch aus, daß sich die Pfarrgeistlichen unter dem Druck der Überlastung und im Zuge der Organisierung mit Seelsorgehelferin, Laienapostolat und Angestellten umgeben haben, die den größten Teil des «Parteienverkehrs» auffangen. Uns droht eine arge Vereinsamung — man kann mitten im Meer verdursten.

Das ist um so tragischer, als der seelsorgliche Bedarf anderseits halt doch gegeben ist. Daß er irregeleitet wurde, liegt eben nicht zuletzt an der erwähnten Entfremdung. Und so haben Theosophen und Anthroposophen, Sektierer und Phantasten, Wahrsager und Astrologen, Heilkünstler und Hypnotiseure, Psychoanalytiker und Massenpsychologen eine billige Chance, die manche von ihnen bekanntlich tüchtig ausnützen. Es ist wirklich ein toller Wirbel und ein ganzer Wust von Irreführung, Mißbrauch und Leerlauf der besten Hoffnungen und Sehnsüchte einer gequälten Menschheit, die sich trotz aller Enttäuschung wieder zurechtfinden möchte. Für uns Seelsorger ist es eine ernste Pflicht und Aufgabe, diesen seelischen Notstand zu beachten und ausheilen zu helfen. Wenn wir zu ihm kommen, kommt auch er zu uns.

Womit haben wir hier zu tun?

Seitdem man etwas von der Existential-Philosophie wissen muß, ist die Feststellung geläufig, daß die Lebensangst «die Grundbefindlichkeit des modernen Menschen» sei. Zweifellos schwingt eine allgemeine Angst gerade durch die Seelen der Menschen in den kriegsgeschlagenen und

kriegsgefährdeten Völkern, die sich zwar in Einzelbesorgnissen äußert, aber oft in tiefere Schichten greift. Wie bang wird man täglich nach dem Ausbruch eines Krieges gefragt, einer sozialen Katastrophe; der landläufige Pessimismus hat sich wie ein Panzer um die Herzen gelegt; Patienten zittern fassungslos in der Furcht vor einem operativen Eingriff. Da und dort bohrt ein schlechtes Gewissen, die geheime Selbstkenntnis eines verfehlten Weges. Wieviel Unsicherheit, Ungeborgenheit, Heimatlosigkeit tritt uns entgegen! Darum verträgt dieser Mensch so schlecht die Pause und Stille des Krankenstandes; er versucht zu lesen, was ihm in die Finger kommt, und stülpt darüber die Dauerberieselung mit Geräuschen durch das Radio. Verfängt diese Ablenkung nicht, so wird er leicht unwirsch, ungeduldig und unduldsam, ungut und bereit, etwas anzustellen. Täglich berichtet die Presse von Gelegenheitsvergehen. Die inneren Vorbehalte, Hemmungen und Reserven sind vielfach aufgebraucht. Der Mensch unserer Jahre ist geistig arm, geradezu ungeistig, und er trägt trotz allen Ablenkungsmanövern an diesem Leerlauf, so daß der heutige Materialismus geradezu auffällt durch seine freudlose, finstere, sture Art. Es wundert nicht, daß er sich in die Politik flüchtete und dort nicht als Volksbeglückung, sondern als Machtsystem mit harten Zielen und Methoden auftritt. Vor solcher Entfaltung werden viele schließlich müde, resignieren und vergreisen.

Der Mensch will letztlich jedoch vertrauen! Wie dankbar ist er, wenn er zum Hoffen ermuntert wird. Das Christentum hat — menschlich gesprochen — seine ewig neue Chance gerade darin, daß es Heilslehre ist und Gnadenwirklichkeit vermittelt. Der Priester hat seine stärkste Position dort, wo er sich dem Leid stellt, es annimmt und wandelt; und seine Wiederbegegnung mit dem Entfremdeten wird wohl gipfeln im liturgischen bzw. sakramentalen Bereich, aber sie muß sich zuvor anbahnen und entfalten in der eigentlichen Seelsorge. In Oberammergau habe ich beim Passionsspiel mitten unterm Publikum erschüttert feststellen müssen, wie fremd, unerhört und unbekannt dem heutigen Durchschnittsmenschen die christliche Botschaft gerade vom Kreuz ist; in atemloser Spannung verfolgten viele Zuschauer die Passion mit der offen ausgesprochenen Frage: «Wie wird das ausgehen?» Manche mögen vor der Begegnung mit uns zurückschrecken, weil sie das Abenteuer des Herzens scheuen: «Hochwürden, was soll ich mit Ihnen? Ich weiß nichts von Ihrer Welt! Beten kann ich nicht mehr. Selbst wenn ich beichten wollte — ich wüßte nicht ‚was' und ‚wie' man das macht.»

Früher haben einem manche Patienten grob entgegengelästert oder sich in eine Igelstellung zusammengezogen. Heute stellen sie sich mitunter schlafend. Das sind Neue, mit denen man noch keinen Kontakt fand. Wie trostreich wird das, wo es gelingt, über die Brücke zu gehen und Dienst am Bruder, an der Schwester zu leisten. Die Losung bleibt: Missionarische Seelsorge!

P. Svoboda, OSC.

Aus der Praxis, für die Praxis

Auswüchse der Kinoreklame

Nationalrat Studer (Escholzmatt, Luzern) hat im Nationalrat ein Postulat gegen die Auswüchse der Kinoreklame eingebracht, das der Chef des Departementes des Innern, Bundesrat Etter, entgegengenommen hat; bu, welcher die Filmseite der «National-Zeitung» betreut, fand sich bemüßigt, das in Nr. 273 der NZ. zu glossieren, wie folgt:

Lieber Herr Bundesrat!

Nationalrat Studer (Luzern) hat Ihnen ein Postulat «gegen die Auswüchse der Kinoreklame» überreicht, das Sie so freudig bewegt entgegennahmen, wie man etwa die bestellte Torte beim Konditor abholt. Wenn aber die sittliche Entrüstung den Brustkasten hebt, wenn ein moralisierendes Tremolo mitschwingt, wenn die Augen eine sanfte Neigung haben, sich aufwärts zu drehen, dann sind die rednerischen Entgleisungen nicht weit. So haben denn Sie und jener Magistrat, der Ihnen das Stichwort gab, das Problem nicht souverän und gelassen behandelt, sondern übertrieben. Die armselige Kinoreklame verdirbt nach Ihren Worten nicht nur die Jugend, sondern zerstört auch «wertvolle Lebensgüter», untergräbt die Familie und erschüttert die Fundamente des Staates. Ja, Sie behaupten sogar, von der Kinoreklame gehe oft eine größere Schädigung aus als von den Filmen selbst.

Wenn Sie, lieber Herr Bundesrat, das, was Knaben in den unruhigen Jahren Tag und Nacht träumen, diese wilden und ungezügelten Orgien der Phantasie, dem gegenüberstellen, was von der Kinoreklame, der Literatur, der bildenden Kunst, dem Theater oder von den dunkelsten Variétés noch geboten werden könnte, dann werden Sie finden, daß das alles zu magern Schemen verblasse. Die Natur ist keine Puritanerin. Sie setzt sich ungestüm genug durch und durchbricht die Dämme — wenigstens jene der Traumwelt. Sie ist die große Verderberin der Jugend. Sie zerstört wertvolle Lebensgüter. Sie untergräbt die Familie und erschüttert die Fundamente des Staates. Sie ist die große Sünderin, und nicht die paar armseligen Fetzen und die magern Fotografien, die vor den Kinos hängen. Die Natur, diese launige und ungebärdige Dame, müßten Sie zuerst bändigen, wenn Sie Jugend, Lebensgüter, Familie und Staat wirklich bedroht sähen.

Aber es ist in diesen heißen Tagen Mode geworden, auf den Kinos herumzuhacken. Sie sind die Sündenböcklein, die man in die Hürden der Paragraphen und Reglemente treiben und durch strenge Polizisten bewachen lassen möchte. Wenn Sie gerecht und humorvoll genug wären, dann müßten Sie nämlich die Auslagen der Korsett- und Damenunterwäschegeschäfte durch schwarze Tücher verhängen lassen. Dann müßten Sie jene Fotos auf Kunstdruckpapier, die uns einen neuen Damenstrumpf oder einen neuen Büstenhalter anpreisen, mit dem heiligen Zorn des Propheten auf einen Scheiterhaufen werfen, und dann müßten Sie den hübschen Frauen verbieten, auf der Straße sich zu zeigen. Jede hübsche Frau ist ein Quell der Beunruhigung und Versuchung und verdirbt die Jugend, zerstört wertvolle Lebensgüter, untergräbt die Familie und erschüttert die Fundamente des Staates. Ja, wenn ich mir überlege, welche Verwirrung Frau Peron, Miss Simpson und die unglückliche Eva Braun unter den Großen dieser Welt schon angerichtet haben, dann schrumpft das, was Linda Darnell oder Marlene Dietrich von der Leinwand herunter versuchen, zu einer harmlosen Sonntagsbelustigung zusammen. Kein Mann wird um einer dieser Damen willen sein angetrautes Eheweib verlassen. Ich bin aber nicht sicher, ob die Frau Meyer, die schräg gegenüber wohnt und so kokett unter dem Fenster zu liegen weiß, ihn nicht auf abwegige Gedanken bringen könnte.

Wenn Sie aber, lieber Herr Bundesrat, die Kinobesitzer und Filmverleiher dazu bringen könnten, ihre Reklame weniger plump, weniger grob, weniger maulaufreißerisch, sozusagen geschmackvoller zu machen, dann wären wir Ihnen außerordentlich verbunden. Schließlich verwalten Sie ja nicht nur die Moral, sondern auch den guten Geschmack unseres Landes. Ihr bu.

Mag sein, daß bu als Knabe (und vielleicht auch noch länger) Tag und Nacht das träumte, was er als wilde und ungezügelte Orgie der Phantasie bezeichnet. Mag sein, daß das, was von der Kinoreklame usw. geboten werden kann, diesen angeblich geträumten Knabenorgien gegenüber zu magern Schemen verblaßt. Einspruch erhoben muß jedoch dagegen werden, daß bu seine knabenhaften Phantasieorgien verallgemeinert und die Natur als die große Verderberin der Jugend bezeichnet. Gewiß nimmt die gefallene Natur in

ersten Regungen keine Rücksicht auf gut und bös, aber diese Regungen der gefallenen Natur können und müssen gebändigt werden.

Es ist unverantwortlich, die Sorge um die Jugend und wertvolle Lebensgüter, um die Untergrabung der Fundamente der Familie und des Staates derart lächerlich zu machen, wie es bu tut. Das ist Kulturbolschewismus in Reinkultur. Im Bereiche des Sexuellen, der Familie und des Staates könnte der Bolschewismus nicht besser niederreißen, als es bu tut. Sex appeal ist leider ein einträglicher Geschäftsfaktor, bezeichnend für beide Partner, für denjenigen, der spekuliert, und für denjenigen, auf den spekuliert wird. Damit ist nicht gesagt, daß ihm jede Unverschämtheit durchgelassen werden müsse. Nach bu geht das ganz in Ordnung, wohl im Namen und Rahmen ungezügelter, wilder Phantasieorgien, die als Natur plakatiert werden. Offenbar fehlte es da an Erziehung und fehlt es an Selbsterziehung. A. Sch.

Ein Weg zur Förderung des Werkes der Inländischen Mission

«Es wäre verfehlt — unter dem Gesichtspunkt der christlichen Liebe — wenn wir nicht an unsere Glaubensbrüder denken, die zu Tausenden in den kleinen Städten, in den Dörfern und auf den Höfen in der Diaspora leben, zerstreut und oft allein und vereinsamt.» (Bundesrat Etter am Katholikentag in Luzern.)

Eine ganz oberflächliche Durchsicht der Jahresrechnung der Inländischen Mission zeigt ganz deutlich den Weg, der einzuschlagen ist, um diese Aufgabe zu erfüllen: Hauskollekte. Sicher, die hochw. Herren, die diese Sammlung in der ganzen Pfarrei persönlich vornehmen, tun ein herrliches Werk. Gott lohne es ihnen. In vielen Pfarreien ist dies einfach unmöglich. Darum darf der Schreibende vielleicht einmal einen anderen Vorschlag machen, den er seit vielen Jahren mit großem Erfolg erprobt hat. Die Pfarrei wird in kleine Kreise aufgeteilt. In jedem Kreise besorgen zwei Jungmänner und zwar am Eidg. Bettag selbst die Haussammlung. Es ist wichtig, die Stimmung dieses Tages zu benützen zu diesem sicher eidgenössischen Werke und darum dürfen die Kreise nicht zu groß sein, damit die Sammler leicht neben der Erfüllung der kirchlichen Pflicht diese Aufgabe erfüllen können. Am Abend versammeln sich die Jungmänner im Pfarrhaus und es ist erhebend, mit welcher Begeisterung und welchem Stolz sie von ihrem Erfolg erzählen. Die Pfarreijungmannschaft unterzieht sich freudig dieser Aufgabe und — das sei nebenbei gesagt — es ist vielleicht wichtig, für dieses Werk einmal nicht die Jungfrauenkongregation zu verpflichten im Interesse der Sammlung einerseits und anderseits, um gerade unsere Männerwelt mit diesem großen Werke bekannt und dafür verantwortlich zu machen; das ist Laienapostolat im besten Sinne. Vielleicht darf noch beigefügt werden, daß in unserer Pfarrei auf diesem Wege das Erträgnis im Laufe der Jahre mehr als verdreifacht wurde, eine Tatsache, die sicher die Erwägung des Vorschlages empfiehlt. J. J.

Turn- und Sportkurs für Geistliche in Magglingen

Das Titelblatt der «Schweizerischen allgemeinen Volkszeitung» vom 22. Juli 1950 bringt unter dem Titel: «Herr Pfarrer auf dem Sportplatz» eine Bildreportage: «Magglingen organisiert Sportkurse für Geistliche und leistet damit Pionierarbeit, wie sie einzigartig ist auf der ganzen Welt.» Geistliche, darunter auch ein bärtiger Kapuzinerpater, erscheinen im Badekostüm beim Fußball, Seilziehen, Hindernislauf, Ping-Pong. Das legt ein Erstes nahe. Das Empfinden unseres katholischen Volkes ist wohl glücklicherweise noch nicht so weit, daß in diesen Turn- und Sportkursen für katholische Geistliche eine in der ganzen Welt einzigartige Pionierarbeit erblickt werden muß, und vor allem nicht in einer Bildpublizität katholischer Welt- und Ordenspriester, die sich mit dem priesterlichen Charakter und der ihm, auch von seinen Trägern, geschuldeten Ehrfurcht nicht recht vereinen lassen will. Es scheint, man hätte gegebenenorts nicht nur der Photoreportage, sondern auch und vor allem der Publizität dieser Photoreportage entgegentreten sollen. Es gibt doch wohl ein Persönlichkeitsrecht, das sich gegen unzulässiges Photographieren und dessen Publizität zur Wehre setzen darf.

Im Begleittext zu dieser Photoreportage kommen einige Auffassungen zum Ausdruck, die mit Naivität noch wohlwollend bewertet sind. «Sechzig Geistliche saßen beieinander aus allen Gauen des Landes. Der Eindruck war überwältigend. Wird nicht hier in der kleinen Schweiz der ganzen Welt gezeigt, wie die Menschheit gesunden kann, nämlich, indem man einander gegenseitig versteht und sich gegenseitig Vertrauen entgegenbringt? Es ist eine wirkliche Tat unserer Kirchen, daß sie sich solchen Neuerungen dermaßen aufgeschlossen zeigen. Konfessionelle Vorurteile sind verschwunden, weil es um das Wohl aller geht. Dafür lohnt sich gemeinsamer Einsatz wohl. Man muß sie mit eigenen Augen gesehen haben, die Pfarrherren. Mit Leib und Seele waren sie dabei. Mit angespanntem Interesse hörten sie den Instruktoren zu, die ihnen Springen, Laufen, Kugelstoßen, Speerwerfen, Stafettenlauf usw. beibrachten. Was diese Geistlichen in Magglingen empfangen, werden sie anderen weitergeben. Daß dieser neue Weg fortschrittlicher Aufklärung und Verständigung gerade in der Schweiz gefunden worden ist, darauf dürfen wir stolz sein. Mit gemeinsamer Kraft wird am gleichen Strick gezogen. Protestant oder Katholik? Bunt gemischt traten die Geistlichen zu den Übungen an. Keiner fragte nach des anderen Konfession. Die Brücken waren längst geschlagen, der Weg zu einer vorbildlichen Verständigungsbereitschaft längst geebnet usw. usw.»

Dazu ein Zweites. Was Magglingen diesbezüglich bringen kann, ist nicht neu, sondern selbstverständlich. Was aber allenfalls neu beabsichtigt würde, ist eine Utopie, wie jedem Einsichtigen klar ist. Selbstverständlich ist, daß im zivilen Bereich, wozu auch gemeinsame Sportveranstaltungen gehören, wie die Turn- und Sportkurse für Geistliche in Magglingen, Anstand, Höflichkeit, Fairness usw. geübt werden. Auch der persönliche Kontakt mag nichts schaden. Daß dieser persönliche Kontakt eher zurückhaltend geübt wird und sich kaum über den Rahmen des amtlich Notwendigen erstreckt, ergibt und versteht sich aus der dogmatischen Intoleranz der gegenseitigen Standpunkte. Wie sollte ein persönlicher Kontakt mit einem Partner gesucht und gepflegt werden, dessen ganze Auffassung und Tätigkeit all dem, was einem katholischen Priester- und Ordensmann heilig und teuer ist, diametral entgegengesetzt ist? Eine solche Persönlichkeitsspaltung ist doch wohl nicht möglich und wünschbar. Idem velle, idem nolle, haec demum vera amicitia est! Daraus erhellt, daß eine Verständigungsbereitschaft, übertragen vom sportlichen Gebiet auf das religiöse, theologische und kirchliche Gebiet, absolut ausgeschlossen ist. Zivile Toleranz darf nicht zum Totengräber der dogmatischen Intoleranz werden. Es gibt eine Hierarchie der Werte und es gibt absolute Werte.

Ein Drittes. Turn- und Sportkurse mögen auch katholischen Priestern und Ordensleuten gesundheitlich gut tun. Sie mögen ihnen ferner nützliche Fachkenntnisse geben, um kirchlichen Turn- und Sportvereinen die rechte grundsätzliche Führung leihen zu können. Möge uns aber Gott davor bewahren, daß katholische Priester und Ordensleute nun selber Turn- und Sportunterricht geben und der Förderung von Leibesübungen einen wichtigen Teil ihrer ohnehin schon für wichtigere Aufgaben überbeanspruchten Zeit und Kraft widmen. Hier darf sicher ein Wort Christi variiert werden: Homo, quis me constituit iudicem aut divisorem super vos? (Lc. 12, 14.) Für diese Aufgaben sind Laienkräfte heranzuziehen. Schade um jede Stunde, welche der Priester und Seelsorger solch peripheren Dingen widmet, die von anderen ebensogut und noch besser besorgt werden können. Päpstliche und bischöfliche Stellungnahmen zum Thema Kirche und Sport haben nicht den Sinn, solch periphere Dinge, welche einen nur bedingten Wert haben, in den Mittelpunkt zu rücken. Schon gar nicht können sie den Sinn haben, Priester und Seelsorger in den Dienst des Sportes einzuspannen. Das Priestertum verlangt etwas ganz anderes und auch die Zeiten verlangen etwas ganz anderes. Schon ein gewisser Vereinsbetrieb ist eine unverantwortliche Inanspruchnahme der Zeit und Kraft des Priesters, wo von Seelsorge nur mehr bedingt gesprochen werden kann und dem eigentlichen Apostolat der nicht in den Vereinen Organisierten Zeit und Kraft des Priesters und Seelsorgers entzogen werden. A. Sch.

Kirchenchronik

Die Reliquien des hl. Benedikt und der hl. Scholastika

In seiner Enzyklika über den hl. Benedikt vom 21. März 1947 hatte Papst Pius XII. geschrieben: «Fast nichts anderes blieb unversehrt (bei der Zerstörung von Monte Cassino), als die ehrwürdige Gruft, wo die Überreste des heiligen Patriarchen fromm bewahrt werden» (KZ. 1947, S. 161).

Da nun beim Wiederaufbau der Abtei die Maurerarbeiten der Basilika von Monte Cassino der Vollendung entgegengehen, wird an die Arbeiten des Chores und Hochaltares herangetreten. Unter dem Hochaltare ruhen jedoch die Reliquien des hl. Benedikt und der hl. Scholastika. Mit all der gebotenen Umsicht wurden daher die nötigen Maßnahmen getroffen, welche zur Rekognition der hl. Gebeine angebracht erschienen. Der Ortsordinarius, der Abtbischof von Monte Cassino leitete und überwachte in Person das Vorgehen in Gegenwart des Präsidenten der Benediktinerkongregation von Monte Cassino, dem sich auch der Abt von Cava als zweiter Visitator der Kongregation angeschlossen hatte, so daß deren Leitung vollständig zugegen war.

Am Morgen des 1. August 1950 wurde am alten, von Papst Benedikt XIII. konsekrierten Altare das feierliche Votivamt vom hl. Benedikt gesungen. Nachher wurde der Altar abgetragen und dessen Mauerwerk entfernt. In einer rückwärtigen Altarstufe steckte noch ein Geschoß, das bei der Bombardierung Monte Cassinos dort eingedrungen war und sich, wie sich nachher herausstellte, in ungefähr einem Meter Entfernung von der Reliquienurne befand. Welches Glück, daß das Geschoß nicht explodiert war. Rettungslos wäre das Grab zerstört worden!

Als der Altar entfernt war, zeigte sich klar der Umriß eines Grabes mit nebeneinanderliegenden Loculi. Als die Marmorplatten weggenommen waren, zeigte sich, daß der Loculus auf der Epistelseite noch einmal mit einer dicken Marmorplatte bedeckt war, welche aber zerbrochen war wegen der gewaltigen Trümmer und Schuttmassen, welche darauf gefallen waren. Abends sechs Uhr kam die erste Urne zum Vorschein. Die Marmorplatte trug eine Inschrift der anno 1484 erfolgten Rekognition der Reliquien. Die Reliquien selber ruhten in einer Alabasterurne, in welche sie bei der Rekognition von 1659 durch Abt Angelus della Noce gelegt worden waren.

Der Gesang des «Signifer» grüßte die hl. Überreste, welche in den unfern gelegenen provisorischen Kapitelssaal der Mönche getragen wurden. Das dürfte das erstemal gewesen sein, daß die Reliquien ihre über tausendjährige Ruhestatt verließen. Weder die Zerstörungen des Klosters im Laufe der Geschichte noch die verschiedenen Rekognitionen hatten sie früher je von ihrem Platze gerückt. So peinlich war man besorgt gewesen, sie am überlieferten Orte zu belassen, den der hl. Ordensstifter selber auserwählt hatte. Selbst bei den verschiedenen Systematisierungen des Altares im Verlaufe der Geschichte war man peinlich bestrebt gewesen, nicht am Grabe zu rühren, obwohl es nicht in der Richtung der Mittelachse lag und der Architekt daher mit beträchtlichen Schwierigkeiten zu rechnen hatte. Abt della Noce hatte deshalb auch seine Rekognition dergestalt vorgenommen, daß er den Loculus von der Seite eröffnete. Nun aber war es nicht mehr möglich gewesen, die Reliquien am Platze zu belassen, solange die Kirche noch offen war und die Mönche relativ weit entfernt sind. Auch die anatomischen Untersuchungen wären nicht möglich gewesen am Platze.

Am 2. August 1950 wurde die Urne geöffnet. Die Siegel derselben waren intakt. Der Deckel trug die eingravierte Inschrift der Rekognition von 1658: «SS. P. Benedicti et Scholasticae Sacra ossa et cineres. Ann. MDCLVIII VII. Aug. Angelo a Neapoli Abb.» Etwas aus den Fugen geraten war die Zypressenkassette in der Urne. Sie ließ sich leicht öffnen. Solid verschlossen war jedoch eine dritte Kassette aus Blei, welche die Namen der beiden Heiligen trug. Als die Siegel entfernt waren, erwies sich das Innere der Bleikassette zweiteilig. Der erste größere Teil war zu zwei Drittel gefüllt mit Gebeinen in gutem Zustande der Erhaltung. Der zweite kleinere Teil enthielt zur Hälfte Fragmente und Staub. Wiederum erklang das «Signifer» und das Te Deum wurde angestimmt. Die Reliquien blieben unberührt, die Kassetten wurden geschlossen und versiegelt.

Samstag, den 5. August 1950, erschienen die Mediziner zur wissenschaftlichen Rekognition. Es waren fünf Professoren der Universitäten von Neapel und Rom. Ihre Untersuchung der Reliquien stellte zwei Individuen fest, einen Mann und eine Frau. Während die Frau, deren Gebeine in geringerer Zahl und gebrechlicher waren, klein und schmächtig von Gestalt gewesen sein mußte, mußte der Mann eher von großer und schlanker Gestalt gewesen sein, vorgerückten Alters, gewöhnt an Arbeit und stehendes Beten. Die Untersuchung bewies auch die Richtigkeit der Annahme, daß das substantiell intakte Skelett ununterbrochen in loco verblieben ist. Vom Schädel bis zu den Füßen sind alle Körperteile des Skelettes da. Das ergab sich auch aus dem Vergleiche mit der Speiche, welche anno 1878 von Brescia nach Monte Cassino zurückgebracht worden war. Diese Reliquie stammt aus dem alten Kloster Leno, wohin sie von Mönchen im 8. Jahrhundert gebracht worden war. Bis zum Jahre 1870 war sie zusammen mit anderen heute noch in Brescia befindlichen Teilen im ursprünglichen Reliquiar des 8. Jahrhunderts gefaßt gewesen.

Die neuerliche, durch die bedauerlichen Kriegsfolgen der Zerstörung der Abtei Monte Cassino notwendig gewordene Rekognition der heiligen Gebeine des Mönchspatriarchen des Abendlandes und seiner Schwester, der hl. Scholastika, möge ein günstiges Omen sein nicht nur für den Wiederaufbau und das Wiedererstehen des Mutterklosters des Benediktinerordens, sondern auch für den materiellen und moralischen Wiederaufbau und das Wiedererstehen und -erstarken des christlichen Abendlandes, wofür St. Benedikt als pater Europae so wichtigste Fundamente gelegt hat. A. Sch.

Persönliche Nachrichten

Diözese Basel

Goldenes Priesterjubiläum

An Mariä Himmelfahrt feierte Domherr und Dekan *Bernhard Schnarwiler* in Buttisholz, wo er sich als Pfarresignat niedergelassen hat, das goldene Priesterjubiläum. Dem Jubilar, der sich um die Seelsorge und um die katholische Presse große Verdienste erworben hat, seien ergebenste Glückwünsche entboten!

H.H. *Alois Kaufmann,* alt Rektor des Progymnasiums in Sursee, wurde zum Chorherrn in Beromünster ernannt.

Diözese St. Gallen

H.H. Kan. *A. Brülisauer,* Domkatechet, hat aus Gesundheitsgründen resigniert. Er wurde vom hochwürdigsten Bischof zum Ehrenkanonikus ernannt.

Rezensionen

Dom Dominique Nogues: Mariologie de Saint Bernard. 236 S., 2. Auflage. Editions Casterman, Tournai-Paris.

Die Marienverehrung ist in den letzten Jahrzehnten offensichtlich im Wachstum begriffen und viele Zeichen deuten darauf hin, daß sie in den kommenden Zeiten eine noch größere Rolle spielen wird im Leben der Kirche. Darum ist es sehr zu begrüßen, daß im vorliegenden Buch einer der größten Mariologen aller Zeiten zu Wort kommt, der uns aus seiner tiefen Glaubensschau und aus seinem liebeglühenden Herzen Sinn und Bedeutung der Marienverehrung erschließt.

Dom Dominique Nogues — General der Zisterzienser von der strengen Observanz — geht in seinem Buch zunächst den natürlichen und übernatürlichen Antrieben nach, die den hl. Bernhard zu einer so einzigartigen Marienverehrung führten. Dann entwickelt er in den Hauptzügen die Mariologie des Heiligen. Der hl. Bernhard hat zwar keine systematische Mariologie geschrieben, aber der Verfasser ist ein gründlicher Kenner der Werke des Heiligen und versteht es ausgezeichnet, all dessen mariologischen Erkenntnisse und Lehren, die sich in den verschiedensten Werken zerstreut finden, zu einem Gesamtbild zu vereinen, dessen Hauptzüge die großen mariologischen Gegebenheiten unseres Glaubens sind: Maria — die Jungfrau — die Mutter Gottes — die Mutter der Menschen — Marienkult. In einem Schlußkapitel untersucht er die Auswirkungen der einzigartigen Marienverehrung des hl. Bernhard auf sein persönliches Leben, auf seinen Orden, auf die damaligen Zeitströmungen bis in die moderne Zeit hinein.

Die Theologen werden sich besonders dafür interessieren, wie der Verfasser die alte Streitfrage löst, ob der hl. Bernhard ein Gegner der Lehre von der Unbefleckten Empfängnis Mariens war, und wie er den berühmten Brief an die Chorherren von Lyon erklärt.

Das Buch ist vom Institut catholique de Paris preisgekrönt worden. J. Z.

Pierluigi und Ettore Erizzo: Advokaten. «NZN.»-Verlag, Zürich.

Das italienische Original erschien im Verlage Garzanti in Mailand unter dem Titel «La vita dell' Avvocato». Die zwei Brüder Pierluigi und Ettore Erizzo, die ihrem Vater im Advokatenberufe nachfolgten, schrieben in diesem Buche ihre Berufserfahrungen und Anwaltserinnerungen nieder. Was sie schrieben, ist kein Roman, ist wirklich erlebtes und doch vielfach zu lesen wie ein spannender Roman. Sie zeigen uns, wie der Advokatenberuf, den sie lieben, schön und vornehm ist und häufiger als man glaubt, Gelegenheit bietet, andern Gutes zu erweisen, wirksam dem zu Hilfe zu kommen, der Hilfe braucht, verborgenes Leid zu verstehen, zu trösten, zu führen, zu beschützen, wie er edel und fruchtbar sein kann, wenn er mit Ehrbarkeit und Priestergeist ausgeübt wird. Die Liebe und Hochachtung, die sie ihrem Vater erweisen, ist vorbildlich. Manche Geschichte, die sie mit feiner Beobachtungsgabe erzählen, ist ergreifend. Die Darstellung S. 136—144 entspricht aber nicht ganz den Forderungen der Moral. Noch zwei Fehler des Uebersetzers seien erwähnt: S. 21 sollte es wohl statt «Frauen, diese anbetungswürdigen Geschöpfe» heißen: diese vergötterten Geschöpfe. S. 230 wird ein ganz neues Imperfekt von schwören gebraucht: «Sie schwörte». Alle Advokaten und auch solche, die keine Toga tragen, werden dieses feine Buch mit Nutzen und Vergnügen lesen. S. P.

Carl Feckes: Die Lehre vom christlichen Vollkommenheitsstreben. Verlag Herder, Freiburg, 1949.

Der Verfasser ist Dogmatikprofessor am Kölner Priesterseminar und hat sich bereits durch mehrere Werke einen Namen gemacht, so durch das Buch «Das Mysterium der heiligen Kirche», das mehrere Auflagen erlebte.

Zum 50. Semester seiner Dozententätigkeit schenkt uns Carl Feckes eine christliche Aszetik und Mystik, der er aber den neuen Titel «Die Lehre vom christlichen Vollkommenheitsstreben» trägt. Die alten, ewig gleichbleibenden Lehren, werden in neuer Form und organischem Aufbau dargeboten und mit den neuzeitlichen medizinischen und psychologischen Forschungen bereichert. Ausgehend von den Sakramenten der Taufe und der Firmung, durch die das übernatürliche Leben und sein Wachsen grundgelegt werden, behandelt er zuerst die Feinde und Hemmnisse des christlichen Wachsens und die Behebung der Wachstumsschäden durch das sakramentale Bußgericht, durch vertiefte Selbsterkenntnis und durch Selbstverleugnung, dann positiv das Wachsen des übernatürlichen Lebens durch die Eucharistie als Sakrament der Umgestaltung in Christus, durch den Gebetsverkehr mit Gott und durch das christliche Tugendstreben, um im 4. und letzten Teile seines Buches die vollendete Gottesliebe und ihre krönenden mystischen Gnaden aufzuzeigen.

Die Fragen der Aszetik und Mystik werden meisterhaft dargestellt, mit Maß und Klugheit beurteilt und alles Extreme vermieden. Wir empfehlen dieses ausgezeichnete Lehrbuch des christlichen Lebens Geistlichen und Laien aufs wärmste. Zu wünschen wäre noch ein Verzeichnis der aszetischen und mystischen Literatur mit kurzer Beurteilung der einzelnen Werke. S. P.

Rüegg August, Kunst und Menschlichkeit Homers. Benziger-Verlag, Einsiedeln, 160 S. br. Fr. 6.50.

Der bekannte Basler Alt- und Neuphilologe August Rüegg legt dem gebildeten Publikum ein ganz feines Werklein in die Hände. Wie der Autor einleitend bemerkt, gibt es eine reiche Auswahl von Literaturgeschichten und Monographien, die über die Ursprünge der abendländischen Epik und näherhin über die beiden Epen Homers gelehrt und erschöpfend sich verbreiten. Aber diese Abhandlung ist trotzdem vollauf berechtigt und steht gewissermassen einzig da in ihrer Art. Wie sie geschrieben ist, liest sie sich in einem Atemzug. Sie will dem modernen Menschen, vor allem dem gebildeten, der schon einmal auf der Mittelschule einige Verse und Gesänge Homers — vielleicht mit Mühe und Schweiß — übersetzt und gelesen, die erhabene Kunst und Einfachheit, die kulturelle Höhe und Natürlichkeit des homerischen Epos etwas nahebringen. Der Autor bringt das ausgezeichnet zustande. Er weist in den beiden Epen «eine außerordentlich lebendige Darstellungskunst und ein hochentwickeltes Vermögen, Menschen als Charaktere zu beobachten und zu zeichnen» nach, und illustriert beides durch ausführliche Beispiele. Zugleich zieht er fortlaufend Parallelen zur Epik anderer abendländischer Literaturen. Vielleicht hätte eine stärkere Gliederung mit Abschnitten und Ueberschriften das Werklein dem Leser noch zugänglicher gemacht. J. Z.

Erwin Volker: Kleines franziskanisches Brevier. Otto Walter, Olten, 1949. 104 S.

Die Weisheit des hl. Franz und seiner Jünger ist nicht die Weisheit der Kinder dieser Welt. Der Grundgedanke: Nimm einen kernigen Satz in deine Seele, einen einzigen, tiefen fruchtbaren Gedanken, wie ein Saatkorn in das Herz! Gute Gedanken betrachtend nachdenken ist ein wirksames Hilfsmittel im geistlichen Leben. A. Sch.

Totentafel

Das Bergdorf Unteriberg erlebte eine eindrucksvolle Totenfeier, als sein Sohn, H.H. Dr. Eduard Holdener, einst Priesterbildner am Churer Seminar, anfangs August unter Assistenz einer großen Zahl einstiger Zöglinge und Freunde zu Grabe getragen wurde. In Unteriberg wurde er am 18. September 1893 braven Eltern geschenkt. Eine tiefe Veranlagung, durch das schöne Familienleben gefördert, führte ihn zum Studium nach Einsiedeln und Schwyz; der Wissensdurst, nun geweckt, führte nach Innsbruck, wo er sich den Titel eines Doktors der Philosophie holte, und ins ewige Rom, wo der Germaniker an der Gregoriana mit Auszeichnung mit dem Doktorhut der Theologie gekrönt wurde. In Rom empfing er am 7. August 1921 die Priesterweihe. Die sechs Jahre Seelsorgsarbeit im Vikariat der St.-Antonius-Kirche Zürich führten den eifrigen Priester und vorzüglichen Prediger mit all dem sonnen- und schattenreichen Leben der Großstadt zusammen. Die Arbeit des Jugendpräses ließ ihn einen tiefen Blick in die Jugendseele tun. Die bischöfliche Kurie hielt ihn daher aufs beste vorbereitet für die Bildung des jungen Klerus und berief ihn im Jahre 1928 als Lehrer der Dogmatik und Homiletik und in der Folge als Regens ans Priesterseminar St. Luzi in Chur. Der Umbau des Seminars in Chur ist sein Werk. Vor zwölf Jahren begann für den scheinbar in bester Manneskraft stehenden Regens die lange und schwere Leidens- und Opferzeit der Krankheit, die am 1. August die geläuterte Seele des Dulders zum Herrn über Leben und Tod zurückführte. R. I. P. H. J.

Am 2. August, am Fest von Portiunkula, holte die Muttergottes von den Engeln ihren treuen Verehrer, den H.H. P. Leontius Kaufmann, OFMCap., im Kapuzinerkloster

Sursee, zur ewigen Belohnung für seine treue Lebensarbeit ab. Die Heimat des Verstorbenen war ein einfaches Bauernhaus in Winterschwil im Freiamt, wo er am 15. Juni 1877 in das Erdenleben eintrat. Die schon früh in ihm erwachte Neigung zur Nachfolge des Poverello von Assisi ließ die Freude am bäuerlichen Leben nie recht aufkommen, so daß er nach der Primarschule tagtäglich lieber den langen Weg in die Bezirksschule in Muri machte, um zum Studium in Stans und schließlich zum Noviziat heranzureifen. Das priesterliche Wirken begann er in Sursee, wohin er im Jahre 1926 — nach Arbeiten in verschiedenen andern Klöstern — in Schwyz, Rapperswil, Olten, Zug, Appenzell, Sarnen — wiederum zurückkehrte und es hier mit einem seligen Sterben abschloß. Neben der Arbeit an den unsterblichen Seelen im Beichtstuhl, auf der Kanzel und als Ratgeber im Sprechzimmer war dem schlichten Pater besonders die Förderung der Heidenmission am Herzen gelegen, um seinen Mitbrüdern an der vordersten Front bei der Ausbreitung des Gottesreiches behilflich zu sein. Die letzten Jahre ließen die Sehkraft des alternden, sonst aber immer noch in voller Kraft stehenden Paters erlöschen, was er aber ohne Klagen und Auflehnung wie eine Selbstverständlichkeit hinnahm und ertrug. Die Gelassenheit, seelische Ruhe und Geradheit seines Wesens und sein kräftiger Humor halfen ihm über manche Schwierigkeit des Erdenlebens hinweg und gewannen ihm die Zuneigung der Mitbrüder und des Volkes. RIP. H. J.

Priesterexerzitien

im Exerzitienhaus St. Franziskus, Gärtnerstraße 25, Solothurn, Telefon (065) 2 17 70, vom 18.—22. und 25.—29. September / Dr. P. Peter Morant (Das Priesterleben im Lichte des Breviergebetes).

Dogmatisierung der Himmelfahrt Mariens

Der «Osservatore Romano» meldet (Nr. 190 von Montag/Dienstag, 14./15. August 1950), daß der Papst am Montag, den 30. Oktober 1950 ein geheimes Konsistorium abhalten wird. In diesem Konsistorium wird der Heilige Vater die am Allerheiligentage in St. Peter stattfindende Verkündigung der leiblichen Aufnahme Mariens in den Himmel bekanntgeben.

Diese hochwichtige Mitteilung erfüllt den katholischen Erdkreis mit größter Freude. Mit der Dogmatisierung der Himmelfahrt Mariens erfährt das Heilige Jahr seinen größten und kirchengeschichtlich denkwürdigsten Höhepunkt. Der Krone der Mutter Gottes wird ein neuer blitzender Edelstein eingefügt. Assumpta est Maria in caelum, gaudent angeli, laudantes benedicunt Dominum! A. Sch.

Meßweine

sowie **Tisch- u. Flaschenweine**
beziehen Sie vorteilhaft von der vereidigten, altbekannten Vertrauensfirma

Fuchs & Co., Zug
Telephon (042) 4 00 41

Chapellerie **Fritz**
Basel Clarastraße 12
Priesterhüte
Sommerhüte, Kragen, Kollare, Cingulums etc.
Spezial-Körper-Wärmespender, gegen Rheuma usw.

Katholische
Tochter
34 Jahre alt, sucht Stelle in ein Pfarrhaus neben Köchin, in der Stadt oder Nähe Luzern. Gute Zeugnisse sind vorhanden. Eintritt könnte auf 1. September geschehen.
Adresse unter 2396 bei der Expedition.

Wir bitten, für die Weiterleitung jeder Offerte 20 Rappen in Marken beizulegen.

edelmetall-werkstätte
w. buck
KIRCHLICHE KUNST
BEKANNT FÜR
KÜNSTLERISCHE ARBEIT
WIL (SG)
Tel. (073) 6 12 55 obere Bahnhofstraße 34

EDLE PARAMENTE
Meßgewänder, Stolen, Alben, Chorröcke, Altar- und Kelchgarnituren, Taufkleidchen, handgewobene Leinen, fertig oder angemustert. Auf Wunsch persönliche Anleitung
MARIA BRÄNDLE KUNSTGEWERBE LUZERN
Dreilindenstraße 29, Telephon (041) 2 38 17

Zu verkaufen
Lexikon für Theologie u. Kirche
10 Bände, in vorzügl. Zust., Preis Fr. 550.— (Preis im Antiq.-Buchhandel Fr. 600.—).
Anfragen erbeten an **Postfach 36509, Glarus.**

CHRISTOPHORUS
Wöchentlich erscheinendes Pfarrblatt — ausgezeichnet redigiert — für jede Diözese Spezialausgabe mit eigener Redaktion — 4. Seite zur Verfügung der Pfarrherren — vorteilhafter Preis. Verlangen Sie Auskunft und Probenummern. **W. Bloch, Buchdruckerei und Verlag, Arlesheim.**

Bevorzugte Werkstatt
für
Kelche, Monstranzen
Tabernakel
vergolden, versilbern
in gediegener Handarbeit
Gegründet 1937

Meßwein

sowie in- und ausländische

Tisch- und Flaschenweine

empfehlen

Gebrüder Nauer, Bremgarten
Weinhandlung

● Beeidigte Meßweinlieferanten

● **Wir bitten, für die Weiterleitung jeder Offerte 20 Rappen in Marken beizulegen.**

Kirchen-Heizungen

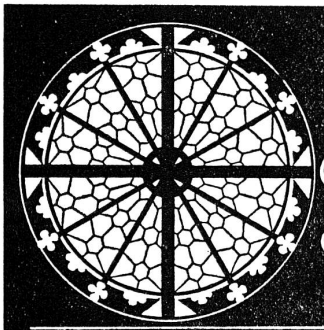
für vollautomatischen Betrieb mit Oel, Kohle, Holz oder Elektrizität, erstellen wir auf Grund langjähriger Erfahrung. Beste Referenzen.

Moeri AG
LUZERN

Zu kaufen gesucht einige ältere

Kirchenbänke

für eine Hauskapelle. — Offerten erbeten an **Heim im Bergli,** Berglistraße 20, **Luzern,** Tel. (041) 2 11 62.



Kirchenfenster
Vorfenster
Renovationen

RUDOLF SUESS | **Kunstglaserei Zürich 6**
Werkstatt: Langackerstraße 65 Telephon 6 08 76
Verlangen Sie unverbindlich Offerten und Vorschläge

LINSI

Das Spezialgeschäft für Kirchenteppiche Luzern, beim Bahnhof

Kirchenvorfenster

bewährte **Eisen**konstruktion, erstellt die langjährige Spezialfirma

Johann Schlumpf AG., Steinhausen
mech. Werkstätte

Verlangen Sie bitte unverbindlichen Besuch mit Beratung und Offerte
Telephon 41068

Kirchengoldschmied **ADOLF BICK, WIL**
Mattstraße 6, Telefon 61523

empfiehlt Ihnen seine anerkannt gute Kunstwerkstätte für die Erstellung und Renovation von Kirchengeräten Gegründet 1840

Spezialität: Echte Feuervergoldung, feuer- und diebsichere Tabernakel
Durchaus gewissenhafte Bedienung

Geeignete Geschenk-Bücher zur

PROFESS

Van Acken, B.: Lebensschule für Ordensfrauen. 6., verbesserte Auflage. 478 S. Kt. Fr. 7.80

Baur, Benedikt: Werde Licht! Liturgische Betrachtungen an den Sonn- und Wochentagen des Kirchenjahres. 3 Bände, Leinen:
I. Advents- und Weihnachtszeit. 402 S. Fr. 8.75
II. Osterfestkreis. 511 S. Fr. 10.75
III. Osterfestkreis der Nachpfingstzeit. 691 S. Fr. 14.50

Le Camus, J.-P.: Die Weisheit des Franz von Sales. Ausgewählt und eingeleitet von J. Caryl. 209 S. Gb. Fr. 8.50

Chautard, J. B.: Innerlichkeit. Das Geheimnis des Erfolges im apostolischen Wirken. 5., verbesserte Auflage. 326 Seiten. Ln. Fr. 10.80

Dehau, T.-Th.: Ströme lebendigen Wassers. Vom kontemplativen Leben. 189 S. Ln. Fr. 6.80

Egloff, B.: Der Schatz im Acker. Seelenführung der hl. Theresia von Avila. 65 S. Ppbd. Fr. 4.80

Emmerich, A. K.: Das bittere Leiden unseres Herrn Jesus Christus. Einleitung von O. Karrer. 400 S. Ln. Fr. 12.50

Moschner, F.: Christliches Gebetsleben. Betrachtungen und Anleitungen zum wesenhaften Gebet. 338 S. Ln. Fr. 14.20

Müller, M.: Frohe Gottesliebe. Das religiös-sittliche Ideal des hl. Franz von Sales. 3. Aufl. 294 S. Ln. Fr. 9.60

Philipon, M.: Die geistliche Lehre Schwester Elisabeths von der Heiligsten Dreifaltigkeit. 316 S. Hln. Fr. 13.—

Rusch, P.: Wachstum im Geiste. Ein Buch priesterlicher Betrachtung. 376 S. Hln. Fr. 9.60

Staudinger, J.: Die Braut des Lammes. Exerzitienbetrachtungen. 409 S. Hln. Fr. 15.20

Vandeur, E.: O mein Gott Dreifaltiger. Gebete und Betrachtungen. 206 S. Taschenformat. Ln. Fr. 5.50

Buchhandlung Räber & Cie. • Luzern